

APERÇU DE L'ÉCONOMIE BELGE

NOTE CONJONCTURELLE
DE FÉVRIER 2021



SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie

Rue du Progrès 50 – 1210 Bruxelles

N° d'entreprise : 0314.595.348



○ 0800 120 33 (numéro gratuit)



○ SPFEco



○ @spfeconomie



○ [linkedin.com/company/fod-economie](https://www.linkedin.com/company/fod-economie) (page bilingue)



○ [instagram.com/spfecoco](https://www.instagram.com/spfecoco)



○ [youtube.com/user/SPFEconomie](https://www.youtube.com/user/SPFEconomie)



○ economie.fgov.be

Éditrice responsable :

Séverine Waterbley

Présidente du Comité de direction

Rue du Progrès 50 – 1210 Bruxelles

Version internet

Table des matières

Introduction.....	4
1. La Belgique en bref.....	6
2. Développements conjoncturels de l'économie.....	9
3. Commerce extérieur : flux commerciaux	17
4. La position de la Belgique comparée à l'Union européenne	21
5. Prévisions macro-économiques.....	25

Liste des graphiques

Graphique 1. Compétitivité et classement digital	6
Graphique 2. Ventilation de l'industrie manufacturière en Belgique en 2019	7
Graphique 3. PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) en 2019	8
Graphique 4. Évolution du PIB en % et contribution des différentes composantes selon l'optique dépenses.....	9
Graphique 5. Commerce extérieur selon le concept national.....	10
Graphique 6. Évolution du PIB en % et contribution des différentes composantes selon l'optique production.....	11
Graphique 7. Évolution des indices de production industrielle	12
Graphique 8. Nombre de créations et de cessations d'entreprises	13
Graphique 9. Taux d'emploi et taux de chômage harmonisé	14
Graphique 10. Nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (DEI).....	15
Graphique 11. Évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) et contribution à l'inflation des 5 grands groupes de produits	16
Graphique 12. Principaux débouchés à l'exportation de biens pour la Belgique en 2019	18
Graphique 13. Principaux partenaires à l'importation de biens pour la Belgique en 2019	18
Graphique 14. Ventilation par secteur des exportations belges de biens en 2019.....	19
Graphique 15. Exportations de biens vers la Turquie en 2019	20
Graphique 16. Importations de biens en provenance de la Turquie en 2019	20
Graphique 17. PIB en Belgique, dans l'Union européenne et dans la zone euro	21
Graphique 18. Indice de production dans l'industrie manufacturière et la construction.....	22
Graphique 19. Population et taux d'emploi.....	23
Graphique 20. Taux de chômage	23
Graphique 21. Inflation.....	24

Liste des tableaux

Tableau 1. Poids des exportations nationales dans les exportations mondiales.....	17
Tableau 2. Part des exportations belges de biens à destination des principales zones géographiques du monde	17
Tableau 3. Prévisions de croissance du PIB dans l'environnement international	25
Tableau 4. Prévisions de croissance économique en Belgique.....	25

Introduction

La Belgique, **petite économie ouverte** de 11,5 millions d'habitants, se situe en plein cœur de l'Europe de l'Ouest. En 2019, son PIB était de 476,2 milliards d'euros. L'économie jouit d'une bonne infrastructure de communication ainsi que d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. Du fait de son ouverture, les échanges commerciaux sont essentiels pour la Belgique. Par ailleurs, 63,8 % des exportations belges sont destinées au marché intra-européen (hors Royaume-Uni). Les pays voisins de la Belgique constituent ses principaux partenaires commerciaux. Il s'agit de l'Allemagne, de la France et des Pays-Bas. Pourtant, malgré une amélioration de son solde, la balance commerciale était encore négative en 2019.

Les **produits principalement exportés** en 2019 par les entreprises belges concernaient les produits issus des industries chimiques, mais également les véhicules et matériels de transport ainsi que les machines et appareils électriques.

En 2019, l'industrie pharmaceutique était le **principal secteur de l'industrie manufacturière à créer de la valeur ajoutée**, suivie par l'industrie chimique et les industries alimentaires et de boissons.

Les développements conjoncturels récents montrent que la **croissance annuelle du PIB** était relativement bonne en Belgique en 2019 (+1,7 %, contre +1,8 % en 2018), sous l'impulsion d'une demande intérieure hors stocks vigoureuse. De plus, en 2019, la croissance du PIB en Belgique s'est montrée plus dynamique que celle de l'Union européenne (+1,5 %) et celle de la zone euro (+1,3 %). Toutefois, en 2020, l'activité économique a plongé suite à l'apparition de la Covid-19. Au **troisième trimestre de 2020**, la Belgique a connu un recul de son PIB de 4,3 % à un an d'écart, une diminution moins marquée que celle enregistrée au deuxième trimestre de 2020 (-13,9 %) résultant de la reprise progressive de certaines activités économiques et de la levée de plusieurs mesures de confinement au cours de l'été. Plus particulièrement, ce sont la consommation privée, les dépenses d'investissement et les exportations nettes qui ont tiré l'activité économique vers le bas au troisième trimestre de 2020.

Depuis 2014, les **services** soutiennent presque entièrement la croissance du PIB.

L'**indice de production** dans l'industrie manufacturière a nettement reculé au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2020 pris dans leur ensemble en glissement annuel. C'est principalement le retrait observé au cours du deuxième trimestre qui tire les résultats vers le bas sous l'effet, notamment, de l'arrêt partiel ou total de l'activité de certaines industries à la suite des mesures de confinement prises par le gouvernement pour lutter contre l'expansion de la pandémie de Covid-19.

La **démographie des entreprises** s'est encore montrée vigoureuse en 2019, avec un plus grand nombre de créations d'entreprises que de cessations et un solde net de 37.546 unités, soit le plus grand solde net observé sur la période 2015-2019. Si ce dynamisme entrepreneurial s'est poursuivi au premier trimestre de 2020, les choses se sont quelque peu détériorées au deuxième trimestre de 2020 avant de s'améliorer par la suite. Ainsi, au troisième trimestre de 2020, non seulement le solde net de créations-cessations reste positif mais il s'améliore en glissement annuel.

Dans son ensemble, 2019 s'est avérée une année favorable sur le **marché de l'emploi**, le taux d'emploi poursuivant sa progression et les taux de chômage (à la fois le taux de chômage total et celui des jeunes de moins de 25 ans) leur diminution. A contrario, au troisième trimestre de 2020, tous les indicateurs d'emploi se sont détériorés en glissement annuel. En effet, le taux d'emploi s'est réduit, atteignant 65,1 % contre 65,8 % un an plus tôt, le taux de chômage des jeunes a atteint 17,7 % contre 13,2 % un an auparavant et le taux de chômage total a atteint 6,5 % contre 5,3 % un an auparavant. Rien d'étonnant compte tenu de la grave crise économique et sanitaire dont souffre la plupart des économies mondiales.

Malgré une hausse des prix des produits alimentaires non transformés, **l'inflation** mesurée par l'IPCH a ralenti en 2020 (0,4 % contre 1,3 % en 2019) sous l'effet d'un recul des prix des principaux produits énergétiques et, dans une moindre mesure, d'une décélération des prix des biens industriels.

En ce qui concerne les **perspectives de croissance à court terme** pour l'économie belge, le Bureau fédéral du Plan (BfP) prévoit une grande récession économique pour 2020 à la suite de la crise mondiale du coronavirus. Selon les prévisions du budget économique, le PIB diminuerait de 6,2 %

en 2020 (soit moins fortement que prévu initialement). Ces chiffres restent toutefois entourés d'une grande incertitude. Par ailleurs, la reprise devrait déjà avoir lieu en 2021 où la croissance économique s'élèverait à 4,1 %.

1. La Belgique en bref

La Belgique est l'un des six pays fondateurs de l'Union européenne. En plein cœur de l'Europe de l'Ouest, sa position constitue sans aucun doute un aspect essentiel pour son économie. Bruxelles, sa capitale, accueille un grand nombre d'institutions européennes et internationales.

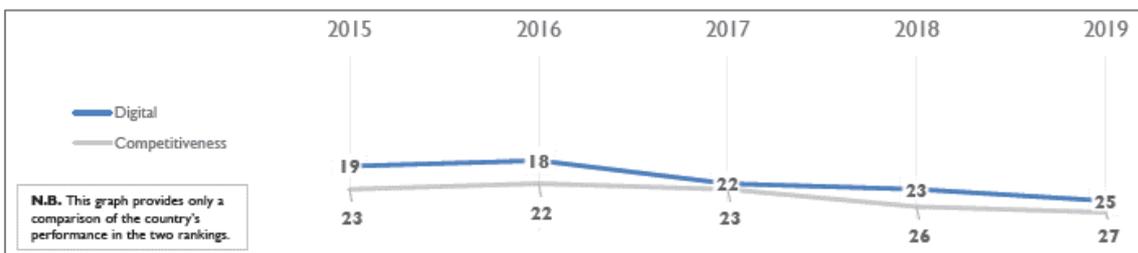


Avec une **superficie** de 31.000 km² et 11,5 millions d'**habitants**, la Belgique est, avec les Pays-Bas, un des pays les plus densément peuplés d'Europe.

La Belgique est divisée en **trois régions** : la région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et la Région wallonne. Sa population est répartie en trois groupes linguistiques (les néerlandophones, les francophones et les germanophones), c'est pourquoi le pays comprend également trois communautés : la communauté flamande, la communauté française et la communauté germanophone.

La Belgique est dotée d'une **infrastructure de communication** hautement développée dans l'ensemble du pays et de l'un des réseaux de télécommunications à large bande les plus développés d'Europe. La Belgique possède donc un large éventail de modes de transport et d'infrastructures. Par exemple, elle dispose d'un réseau de routes principales, de voies ferrées et de voies navigables. Le pays dispose aussi d'aéroports internationaux (Bruxelles, Liège, Charleroi, Ostende, Anvers et Courtrai) et de ports maritimes (Anvers, Zeebrugge, Gand et Ostende).

Graphique 1. Compétitivité et classement digital



Source : IMD World Competitiveness Center.

De plus, la Belgique se positionne à la **25^e place sur 63 dans le classement des pays les plus compétitifs** selon l'Institut for Management Development¹ (IMD World Competitiveness Yearbook 2020 Results) et elle occupe la **22^e place sur 141** selon le World Economic Forum²

¹ <https://www.imd.org/wcc/world-competitiveness-center-rankings/world-competitiveness-ranking-2020/>

² <https://www.weforum.org/reports/how-to-end-a-decade-of-lost-productivity-growth>

(Global Competitiveness Report 2019). Plusieurs facteurs constituent un frein pour la conduite des affaires en Belgique : les taux d'imposition, les réglementations du travail trop contraignantes et la législation fiscale sont les plus importants.

La Belgique dispose d'une **main d'œuvre hautement qualifiée**.

En effet, le pays bénéficie d'un enseignement secondaire et supérieur solide et d'un système de formation, de connaissance et d'innovation parmi les plus compétitifs du monde.

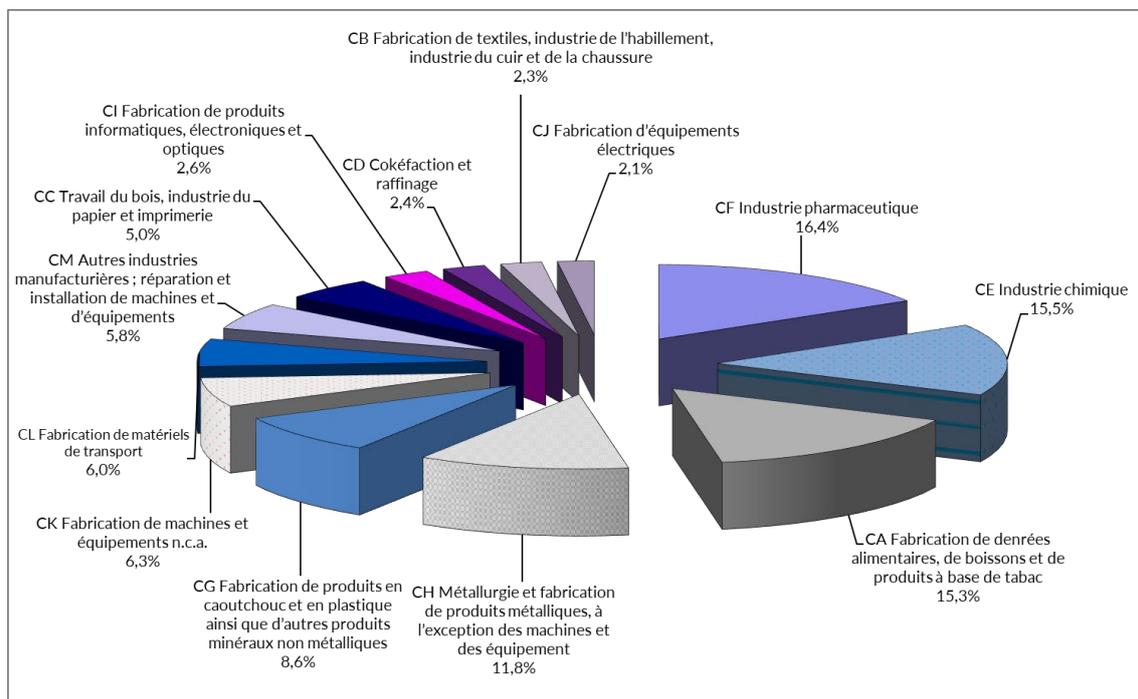
La Belgique est par nature une « **petite économie ouverte** » : « petite » par son produit intérieur brut (PIB) de 476,2 milliards d'euros en 2019, représentant 2,9 % du PIB de l'Union européenne³ (4 % du PIB de la zone euro⁴) et « ouverte » par son degré d'ouverture⁵ de 81,6 % (82,7 % en 2018).

Le degré d'ouverture de la Belgique et son intégration dans l'Union économique et monétaire justifient un taux d'**inflation** généralement modéré. Néanmoins, la croissance des prix à la consommation a été, depuis plusieurs années, plus rapide en Belgique que chez ses principaux partenaires commerciaux (à savoir la France, l'Allemagne et les Pays-Bas). Toutefois, les derniers chiffres semblent montrer un renversement de tendance en raison d'un recul des prix énergétiques.

L'économie belge, comme toute économie moderne et industrialisée, est caractérisée par l'**importance grandissante des services**. En 2019, les services marchands (incluant le commerce de gros, le commerce de détail, les activités financières et d'assurance) représentaient 56,5 % de la valeur ajoutée brute totale, contre 13,8 % pour l'industrie et 5,3 % pour la construction. La part restante est répartie entre les services non marchands (y compris les soins de santé), l'énergie et l'agriculture.

Graphique 2. Ventilation de l'industrie manufacturière en Belgique en 2019

Valeur ajoutée brute en % de la valeur ajoutée totale de l'industrie manufacturière.



Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN) – Répartition en 38 branches d'activité (A38).

³ En 2019, le PIB de l'Union européenne (28 pays) s'élève à 16.486,3 milliards d'euros (+3,4 % par rapport à 2018).

⁴ En 2019, le PIB de la zone euro atteint 11.935,4 milliards d'euros (+3 % par rapport à 2018).

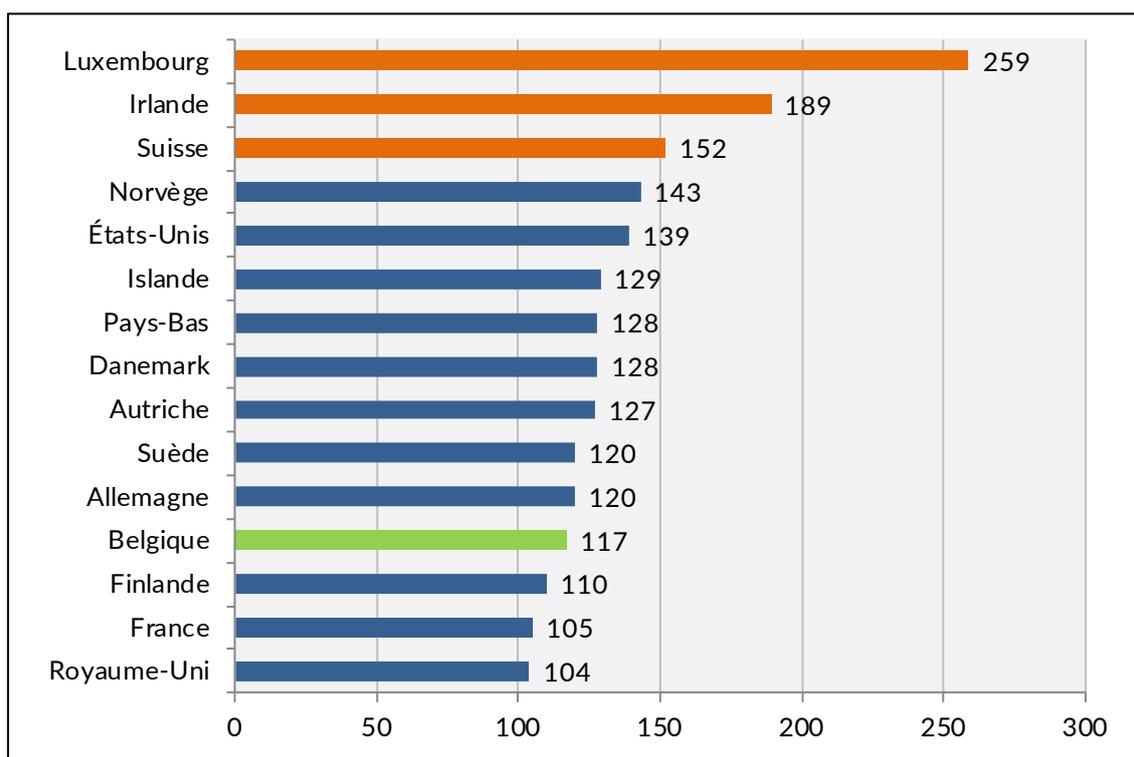
⁵ Valeur moyenne de ses importations et exportations de biens et services divisée par le PIB et multipliée par 100.

Malgré une part relative moindre, l'**industrie manufacturière** est essentielle pour l'économie belge car, en plus de générer une part importante de services marchands, elle crée de la valeur ajoutée en satisfaisant la demande étrangère grâce aux exportations.

Les secteurs clés de l'industrie belge sont :

- l'industrie pharmaceutique (16,4 % du total de la valeur ajoutée),
- l'industrie chimique (15,5 %),
- les industries alimentaires et de boissons (15,3 %)
- la métallurgie et la fabrication de produits métalliques (11,8 %).

Graphique 3. PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) en 2019
EU28=100.



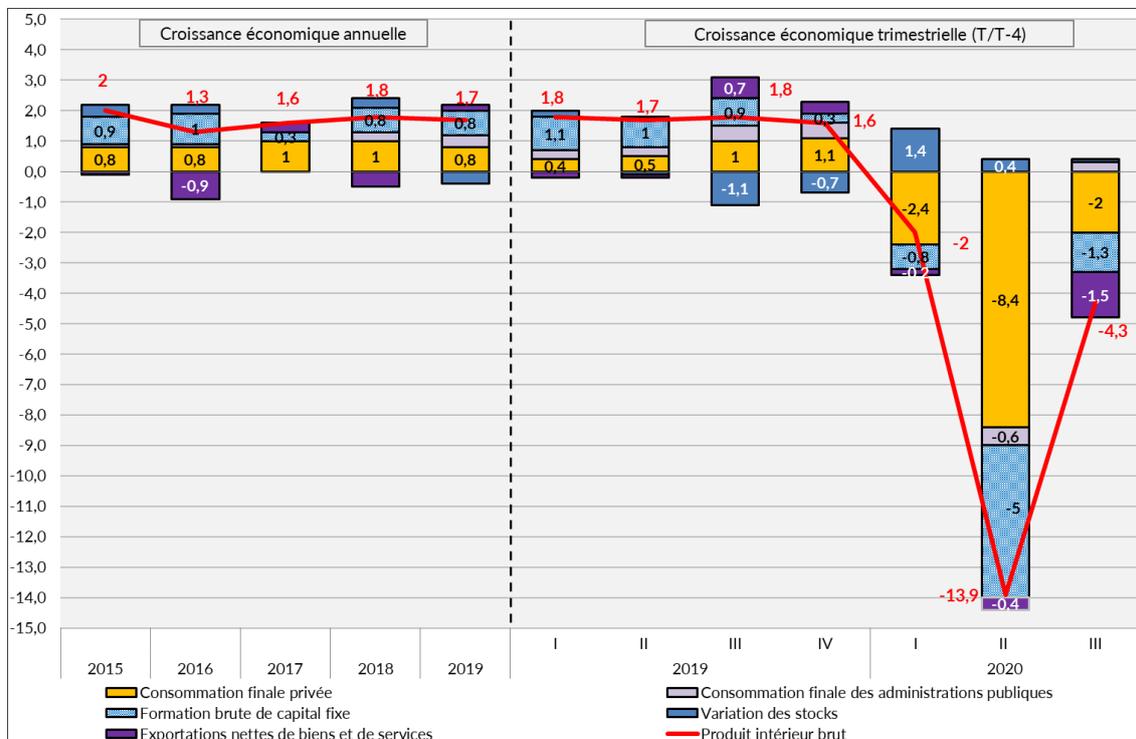
Source : Eurostat.

Selon les indicateurs structurels européens publiés par Eurostat, le **PIB par habitant en Belgique**, exprimé en parité de pouvoir d'achat, s'est élevé à 117 en 2019 contre 100 pour la moyenne de l'Union européenne (UE28). Le PIB belge par habitant est resté stable par rapport à 2017 et 2018 et en retrait de 3 points par rapport à son meilleur résultat au cours des 10 dernières années, observé plusieurs fois en Belgique sur cette période. La Belgique reste un des pays les plus riches de l'Union européenne, en se classant à la huitième place, juste derrière l'Allemagne.

2. Développements conjoncturels de l'économie

Graphique 4. Évolution du PIB en % et contribution des différentes composantes selon l'optique dépenses

En point de pourcentage, à un an d'écart.



Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN) et Banque nationale de Belgique (BNB).

En 2019, la croissance annuelle du PIB en Belgique s'est élevée à 1,7 %, contre 1,8 % en 2018. Cette croissance est principalement attribuable à la **demande intérieure hors stocks**, y contribuant à hauteur de 2 points de pourcentage. Les **exportations nettes** ont participé à la croissance de l'activité économique en 2019 mais de manière limitée, de l'ordre de 0,2 point de pourcentage contre une contribution négative de 0,5 point de pourcentage en 2018. En revanche, la variation des stocks a amputé la croissance économique en 2019, à hauteur de 0,4 point de pourcentage.

À un an d'écart, le PIB a continué de reculer au **troisième trimestre de 2020** (-4,3 %), mais de manière moins prononcée qu'au deuxième trimestre de 2020 (-13,9 %). Ce recul moins marqué du PIB au troisième trimestre de 2020 reflète la reprise progressive de certaines activités économiques et la levée de plusieurs mesures de confinement au cours de l'été.

La **demande intérieure hors stocks** a tiré la croissance économique vers le bas au troisième trimestre de 2020, à hauteur de -3 points de pourcentage. Au troisième trimestre de 2020, la consommation privée et les investissements ont contribué tous les deux au recul du PIB, respectivement pour 2 et 1,3 points de pourcentage (contre -8,4 et -5 points de pourcentage au trimestre précédent), reflétant un report des décisions d'investissement de la part des investisseurs dans un contexte d'incertitude toujours élevée. Seules les dépenses de consommation publique ont contribué positivement à la croissance du PIB au troisième trimestre de 2020 (+0,3 point de pourcentage) alors qu'elles l'amputaient de 0,6 point de pourcentage au trimestre précédent.

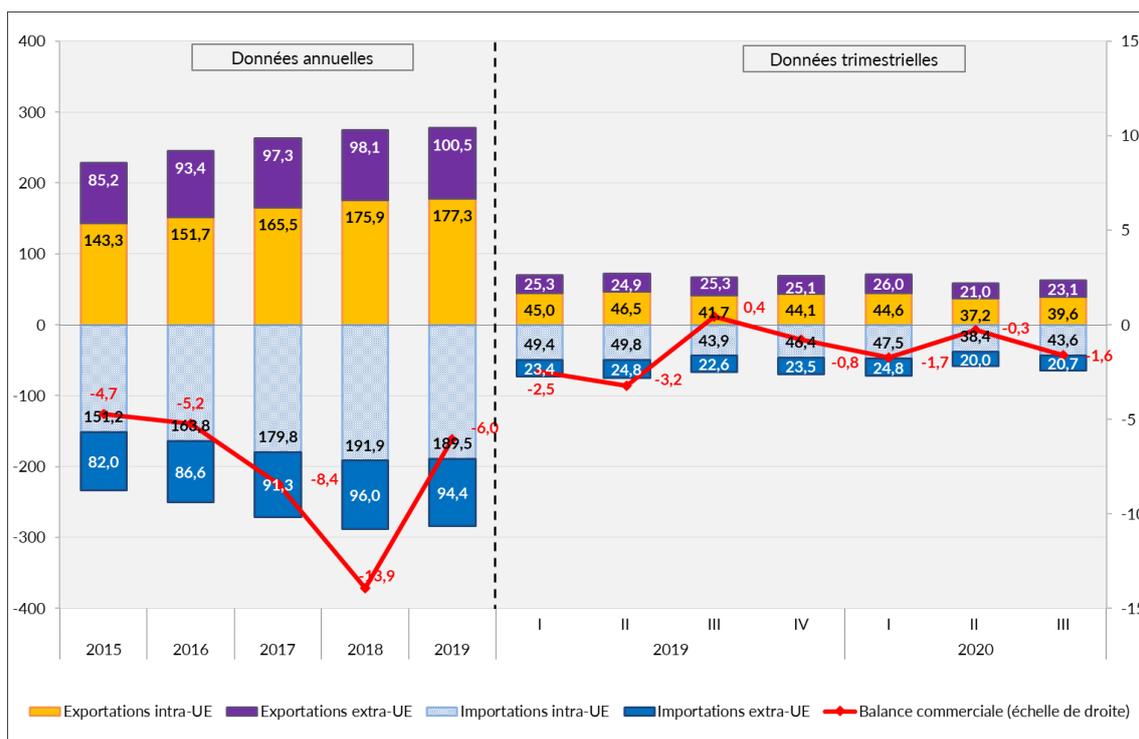
Les **exportations nettes** ont également contribué au recul de l'activité économique au troisième trimestre de 2020, à hauteur de 1,5 point de pourcentage, après une contribution négative mais plus faible au deuxième trimestre de 2020 (-0,4 point de pourcentage). La contribution à la

croissance de la **variation des stocks** a été légèrement positive au troisième trimestre de 2020 (0,1 point de pourcentage)⁶.

Si les chiffres fournis pour le troisième trimestre de 2020 sont encore provisoires au moment de la rédaction de cette note, le recul de l'activité économique est bien réel. De plus, la situation n'étant toujours pas revenue à la normale, une baisse d'activité à un an d'écart est encore attendue en ce début d'année 2021, notamment avec la fermeture prolongée des restaurants et cafés, des professions de contact non médicales et des professions liées au domaine culturel.

Graphique 5. Commerce extérieur selon le concept national

En milliards d'euros.



Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN) et Banque nationale de Belgique (BNB, tableau de synthèse).

Selon le concept national⁷, le solde de la balance commerciale s'est amélioré en 2019 par rapport à 2018, résultant à la fois d'un plus grand dynamisme des exportations (+1,4 %) et d'un repli des importations (-1,4 %) de biens. Par conséquent, 2019 semble avoir mis un terme à la tendance baissière du solde de la balance commerciale. Ce dernier reste toutefois déficitaire, s'élevant à 6 milliards d'euros en 2019 contre un déficit de 13,9 milliards d'euros en 2018.

Les **exportations** totales de biens, en valeur, ont baissé de 6,5 % au **troisième trimestre de 2020** par rapport à la même période de 2019, atteignant 62,7 milliards d'euros, contre 67 milliards d'euros au troisième trimestre de 2019. Cette diminution est attribuable à la fois aux exportations intra-UE qui se sont réduites de 5,1 % en glissement annuel et aux exportations extra-UE qui ont baissé de 8,7 % sur la même période.

Les **importations** belges de biens ont affiché une baisse, en valeur, de 3,4 % au **troisième trimestre de 2020** en glissement annuel, pour se chiffrer à 64,3 milliards d'euros, sous l'effet d'un amoindrissement des importations intra-UE (-0,7 %) et des importations extra-UE (-8,7 %) sur la même période de référence.

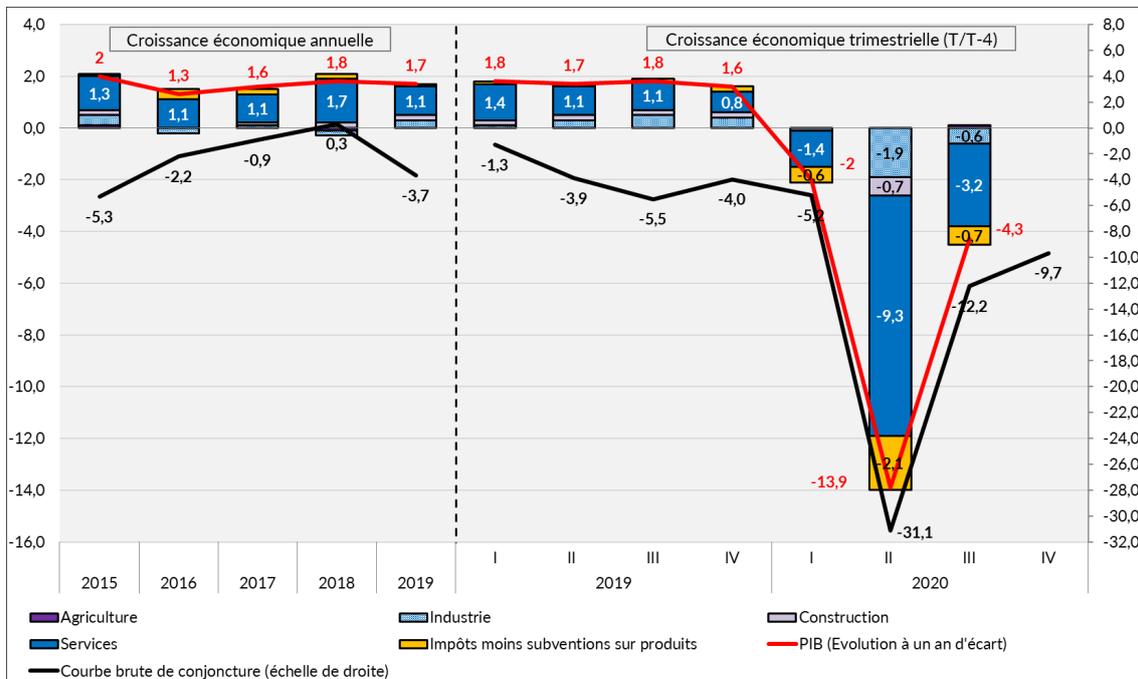
⁶ Les contributions à la croissance du PIB ont été révisées pour les exportations nettes et les variations de stock pour le deuxième trimestre de 2020, ce qui explique la différence avec les chiffres présentés dans la version précédente de la note de conjoncture (novembre 2020).

⁷ Le concept national reprend uniquement les opérations d'importations et d'exportations dans lesquelles une entreprise résidente est contrepartie (source : BNB).

Ces résultats se sont traduits par une **balance commerciale déficitaire** au troisième trimestre de 2020 (-1,6 milliard d'euros). Le solde s'est par ailleurs détérioré comparativement au trimestre précédent (-278,2 millions d'euros) et par rapport au trimestre correspondant de 2019 (+445,3 millions d'euros).

Graphique 6. Évolution du PIB en % et contribution des différentes composantes selon l'optique production

En point de pourcentage, à un an d'écart.



Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN) et Banque nationale de Belgique (BNB).

En **2019**, l'activité économique s'est amoindrie par rapport à 2018, atteignant une croissance de 1,7 % contre 1,8 % en 2018.

Les **services** ont à nouveau été le principal moteur de la croissance économique en 2019, la soutenant à hauteur de 1,1 point de pourcentage (contre 1,7 point de pourcentage en 2018). Après avoir amputé la croissance économique totale de 0,2 point de pourcentage en 2018, l'activité dans l'**industrie manufacturière** a progressé en 2019, contribuant ainsi pour 0,3 point de pourcentage à la croissance économique. Le secteur de la **construction** a également contribué positivement à la croissance du PIB en 2019, y contribuant pour 0,2 point de pourcentage, soit du même ordre qu'en 2018. Alors que l'**agriculture** avait affecté négativement la croissance économique en 2018, sa contribution à la croissance du PIB a été neutre en 2019.

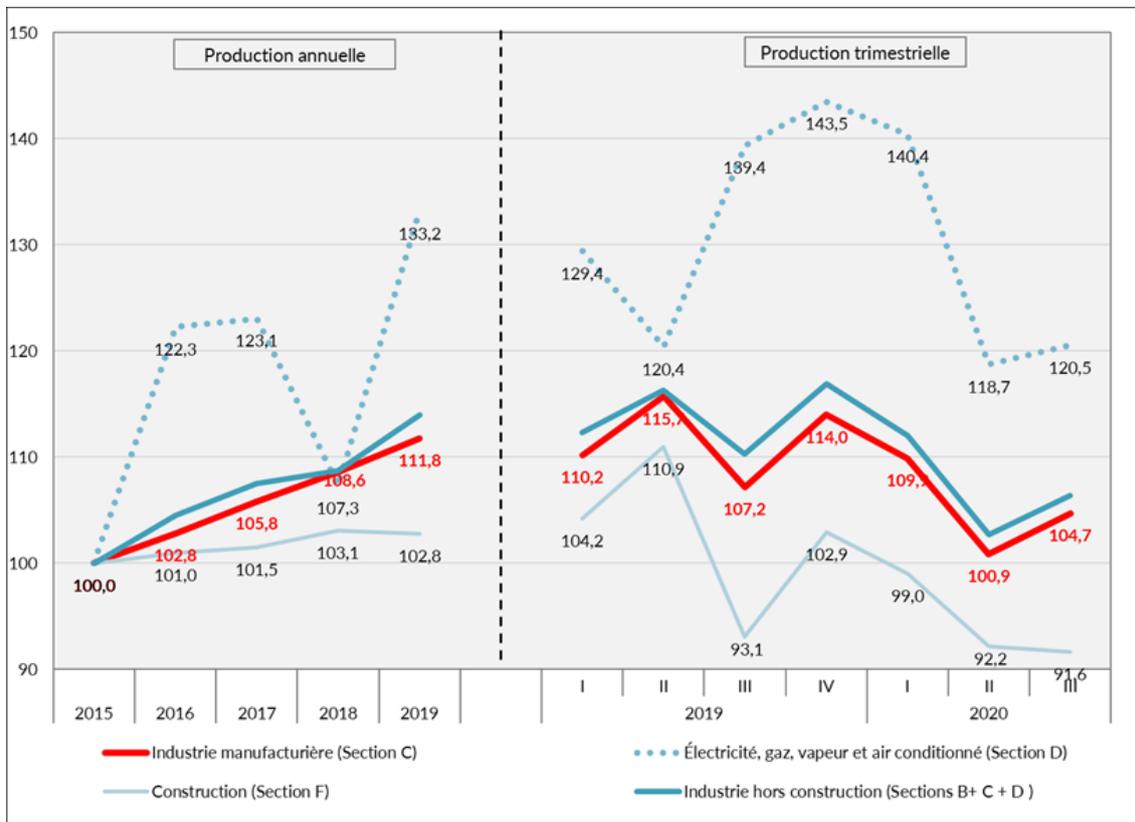
Au **troisième trimestre de 2020**, la plupart des secteurs économiques ont connu un recul de leur activité économique à un an d'écart et ont dès lors affiché une contribution négative à la croissance du PIB. En effet, seules les activités immobilières, l'administration publique, l'agriculture et, dans une moindre mesure, la construction ont connu une hausse d'activité sur cette période de référence. Dès lors, l'**industrie manufacturière (hors construction)** a contribué pour 0,6 point de pourcentage au recul de l'activité économique au troisième trimestre de 2020, après une contribution de -1,9 point de pourcentage enregistrée pour le trimestre précédent.

Pour la troisième fois consécutive, les **services** ont contribué au recul du PIB, passant d'une contribution de -9,3 points de pourcentage au deuxième trimestre de 2020 à une contribution de -3,2 points de pourcentage au troisième trimestre de 2020.

Enfin, la contribution à la croissance de l'activité économique du secteur de la **construction** a été neutre au troisième trimestre de 2020, après avoir connu une contribution de -0,7 point de pourcentage au trimestre précédent.

Depuis que la **confiance des chefs d'entreprise** s'est effondrée au deuxième trimestre de 2020, faisant suite au climat d'incertitude généré par la pandémie de coronavirus, la confiance s'est un peu redressée aux troisième et quatrième trimestres de 2020, même si celle-ci est encore loin de retrouver son niveau pré-pandémie.

Graphique 7. Évolution des indices de production industrielle
2015 = 100.



Source : Statbel, Indices par jours ouvrables.

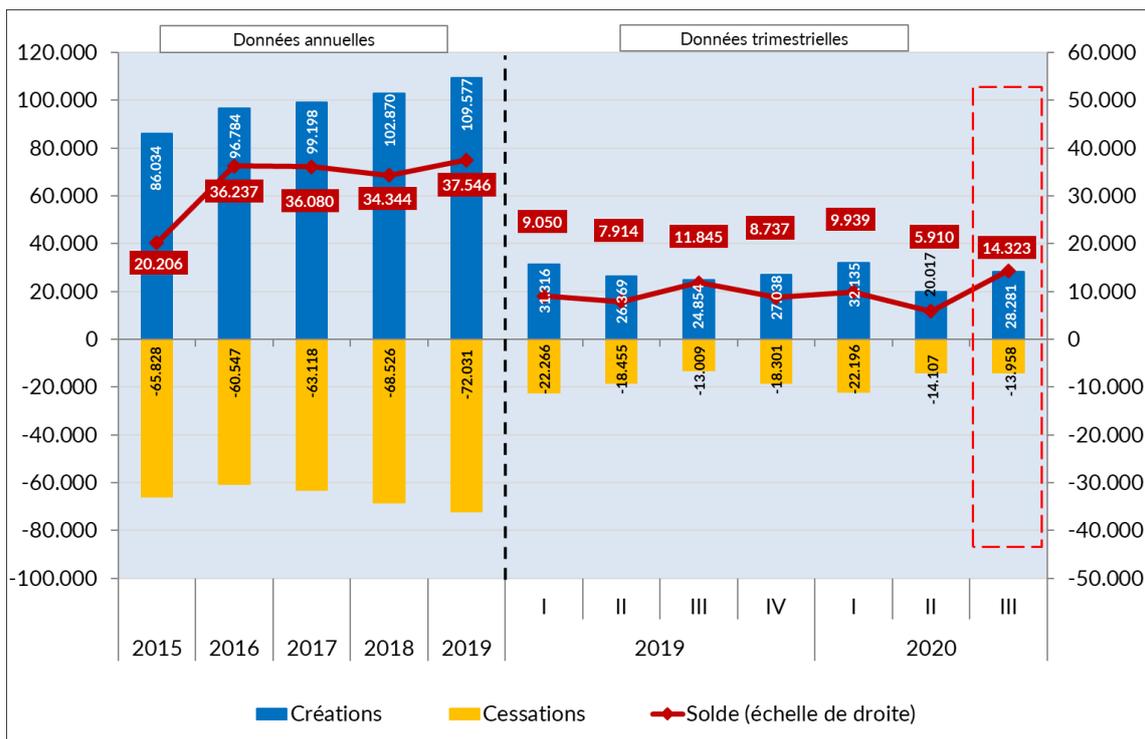
À l'exception du secteur de la construction, tous les secteurs examinés ici ont connu une année **2019** bénéfique et ont vu leur production augmenter à un an d'écart.

Après s'être repliée de 12,8 % au deuxième trimestre de 2020 en glissement annuel, la production dans l'**industrie manufacturière** a connu un recul moindre au **troisième trimestre de 2020** (-2,3 % à un an d'écart). Au deuxième trimestre de 2020 seuls 2 secteurs avaient enregistré une augmentation de leur production en glissement annuel, à savoir l'industrie pharmaceutique (C21) et le secteur de la cokéfaction et raffinage (C19). Au troisième trimestre, plusieurs secteurs tels que l'industrie alimentaire, l'industrie textile, la métallurgie ou encore la fabrication de meubles sont repassés en territoire positif. À noter que le secteur du matériel de transport a été fortement impacté tant au deuxième qu'au troisième trimestre de 2020.

La production d'**électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné** s'est contractée plus vivement au troisième trimestre de 2020 (-13,5 %) qu'au deuxième trimestre de 2020 (-1,4 %) en glissement annuel.

Enfin, l'activité dans le secteur de la **construction** semble se redresser quelque peu au troisième trimestre de 2020. Après s'être fortement dégradée au deuxième trimestre de 2020 (-16,9 %), la baisse de la production s'est limitée à 1,5 % à un an d'écart.

Graphique 8. Nombre de créations et de cessations d'entreprises



Source : Statbel.

En 2019, la démographie entrepreneuriale a enregistré une évolution favorable par rapport à 2018 sur le plan des créations d'entreprises, mais défavorable sur celui des radiations. Ainsi, les créations d'entreprises ont progressé de 6,5 % et les radiations de 5,1 %. Toutefois, avec 37.546 entreprises, le solde net de « créations-cessations » est positif et compte 3.202 entreprises de plus qu'en 2018.

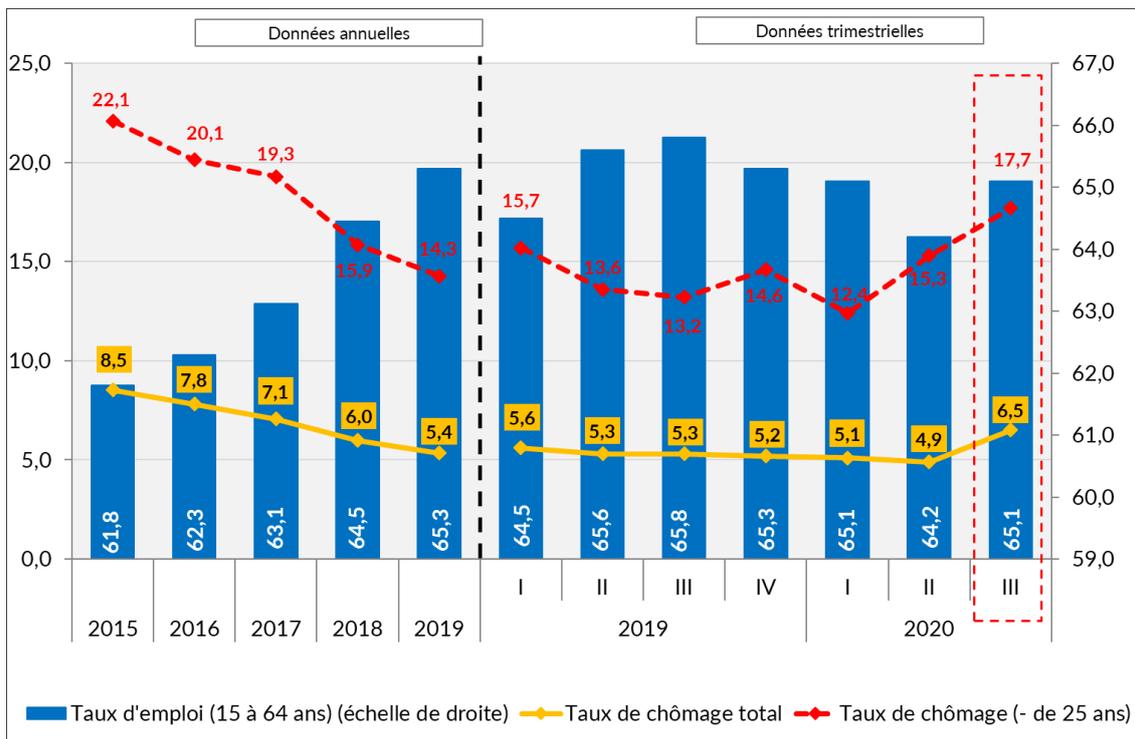
Au troisième trimestre de 2020, 28.281 nouvelles entreprises ont été créées, soit 3.427 entreprises de plus qu'au trimestre correspondant de 2019.

Ces nouvelles entreprises représentent pour 88,5 % des primo-assujettissements (dont 52,4 % de personnes physiques et 36,0 % de personnes morales) et pour 11,5 % des ré-assujettissements (dont 9,9 % de personnes physiques et 1,6 % de personnes morales).

Par ailleurs, 13.958 entreprises ont cessé leur activité au troisième trimestre de 2020 (dont 65,7 % de personnes physiques et 34,3 % de personnes morales), soit 949 cessations de plus qu'au troisième trimestre de 2019.

Au troisième trimestre de 2020, le solde « créations-cessations » est donc positif et s'élève à 14.323 entreprises, dont 59,0 % de personnes physiques et 41,0 % de personnes morales. Ce solde « créations-cessations » a augmenté de 2.478 unités par rapport à celui du trimestre correspondant de 2019 (20,9 %).

Graphique 9. Taux d'emploi et taux de chômage harmonisé
En %.



Source : Eurostat.

Dans son ensemble, **2019** s'est avérée une année favorable sur le marché de l'emploi.

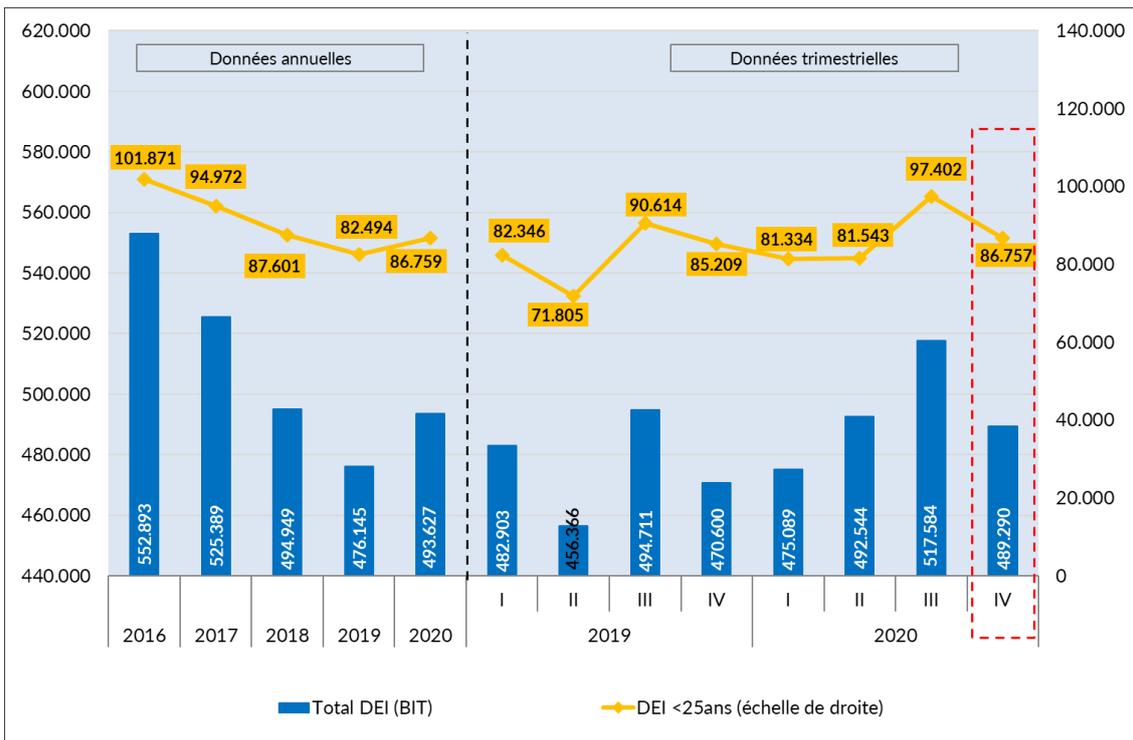
Cependant, la situation s'est dégradée en 2020. Au **troisième trimestre de 2020**, tous les indicateurs suivis montrent des évolutions défavorables à un an d'écart.

Ainsi, le **taux d'emploi** a atteint 65,1 % au troisième trimestre de 2020, soit 0,7 point de pourcentage de moins qu'au trimestre correspondant de 2019.

Le **taux de chômage des jeunes** s'est élevé à 17,7 % au troisième trimestre de 2020, en augmentation de 4,5 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre de 2019.

Parallèlement, le **taux de chômage total** (données brutes) a augmenté de 1,2 point de pourcentage au troisième trimestre de 2020 par rapport au trimestre correspondant de 2019, pour atteindre 6,5 %.

Graphique 10. Nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (DEI)



Source : ONEM.

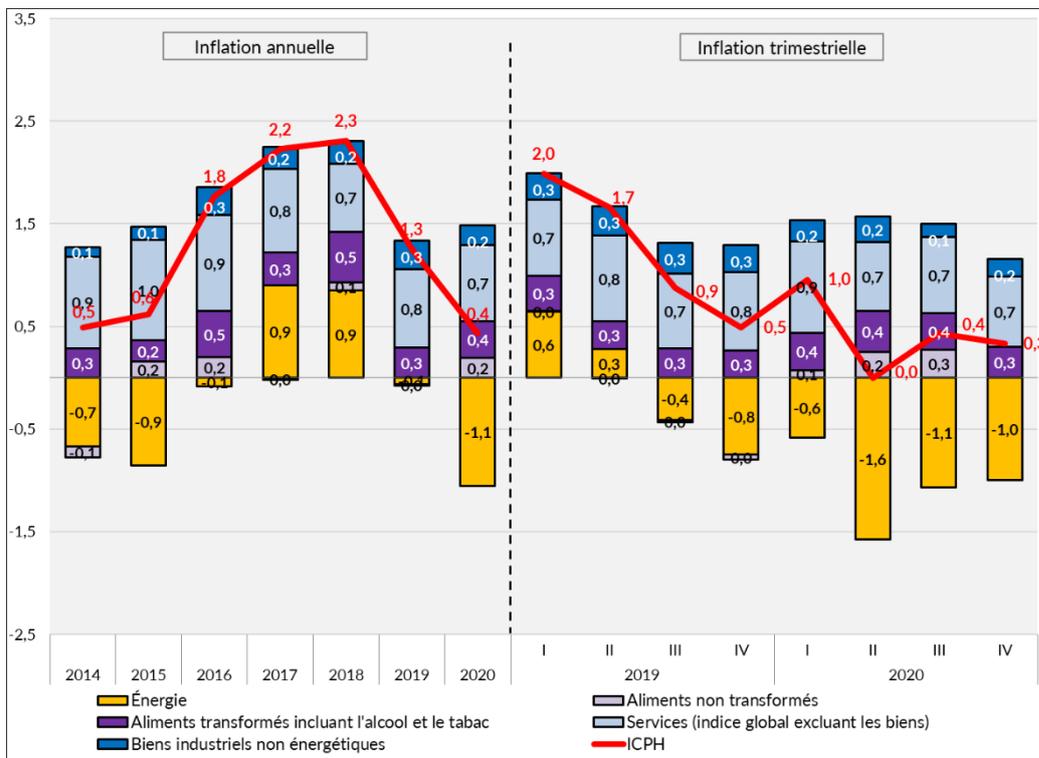
En 2020, le nombre de **demandeurs d'emploi inoccupés (DEI)** a évolué défavorablement par rapport à 2019, avec une augmentation de 3,7 % pour atteindre 493.627 unités. Il en est de même pour les **DEI de moins de 25 ans** dont le nombre a augmenté de 5,2 %, pour se chiffrer à 86.759 unités.

Au cours des trois derniers trimestres de 2020, le nombre de **demandeurs d'emploi inoccupés (DEI)** n'a cessé d'augmenter en glissement annuel. Au **quatrième trimestre de 2020**, 489.290 DEI ont été enregistrés, soit une hausse de près de 4,0 % à un an d'écart.

À l'instar des DEI, le quatrième trimestre de 2020 confirme également la tendance haussière du nombre de **chômeurs de moins de 25 ans** initiée au deuxième trimestre de 2020 en glissement annuel. Ainsi, on comptait 86.757 chômeurs de moins de 25 ans au **quatrième trimestre de 2020**, soit une hausse de 1,8 % à un an d'écart.

Graphique 11. Évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) et contribution à l'inflation des 5 grands groupes de produits

IPCH en % et contributions en point de pourcentage.



Source : Statbel.

Malgré une hausse des prix des produits alimentaires non transformés, **l'inflation** mesurée par l'IPCH a ralenti en 2020 (0,4 % contre 1,3 % en 2019) sous l'effet d'un recul des prix des principaux produits énergétiques et, dans une moindre mesure, d'une décélération des prix des biens industriels.

Les prix à la consommation des **produits alimentaires transformés** ont progressé de 2,1 % au cours de 2020, en accélération par rapport à 2019 (1,7 %), contribuant ainsi à hauteur de 0,4 point de pourcentage à l'inflation totale.

Les prix à la consommation des **produits alimentaires non transformés** ont crû de +4,7 % en 2020 mais en raison de leur poids modéré dans le panier de consommation, leur contribution à l'inflation totale s'est limitée à 0,2 point de pourcentage.

En raison de son poids élevé dans le panier de consommation (plus de 40 %), les **services**, qui ont connu une inflation de 1,8 % 2020, soit une inflation similaire à celle de 2019, ont contribué significativement à l'inflation totale (0,7 point de pourcentage).

Le rythme de progression des prix du cinquième groupe de produits, celui des **produits industriels non énergétiques**, a ralenti en 2020 (+0,7 %, contre +1 % en 2019), alimentant de la sorte pour 0,2 point de pourcentage l'inflation totale.

Enfin, la catégorie des **produits énergétiques** a été fortement influencée par l'effondrement des prix du pétrole sur les marchés mondiaux en raison de la crise économique et sanitaire. Dès lors, les prix de cette catégorie de produits ont reculé de 16,3 % en 2020, impactant négativement l'inflation totale de 1,1 point de pourcentage.

3. Commerce extérieur : flux commerciaux

Tableau 1. Poids des exportations nationales dans les exportations mondiales

	2010	2015	2016	2017	2018	2019
UE28	15,6%	15,7%	16,0%	15,9%	15,7%	15,8%
Russie	3,4%	2,7%	2,5%	2,8%	3,1%	n.a.
États-Unis	11,1%	11,8%	12,0%	11,6%	11,3%	11,4%
Chine	13,7%	17,9%	17,4%	16,9%	16,9%	n.a.
Japon	6,7%	4,9%	5,3%	5,2%	5,0%	4,9%
Inde	1,9%	2,1%	2,2%	2,2%	2,2%	2,2%

Source : Eurostat.

La part de l'Union européenne (UE28) dans les exportations mondiales s'est légèrement améliorée **entre 2010 et 2019**, de même que celle des **États-Unis** et de l'**Inde**. Le **Japon** a suivi le chemin inverse, avec une part relative de ses exportations dans les exportations mondiales en diminution, passant de 6,7 % en 2010 à 4,9 % en 2019. Entre 2010 et 2018, si la part des exportations de la **Chine** dans les exportations mondiales s'est fortement accrue, celle de la **Russie** s'est réduite.

Entre 2018 et 2019, l'Union européenne et les États-Unis ont connu une très légère hausse de la part de leurs exportations dans les exportations mondiales, tandis que le Japon a connu un très léger recul. Les données pour la Russie et la Chine en 2019 ne sont pas encore disponibles.

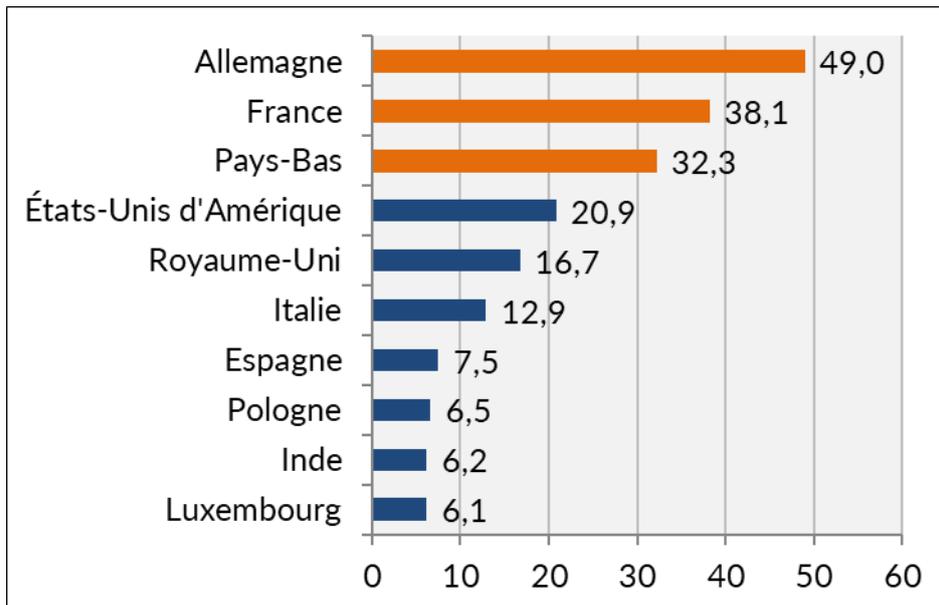
Tableau 2. Part des exportations belges de biens à destination des principales zones géographiques du monde

	2015	2016	2017	2018	2019
Monde (toutes entités)	100%	100%	100%	100%	100%
Union européenne (27 pays)	62,7%	61,9%	63,0%	64,2%	63,8%
Autres pays européens	12,2%	12,3%	12,0%	11,2%	10,8%
Royaume-Uni	7,9%	7,6%	7,2%	6,6%	6,0%
Turquie	1,2%	1,2%	1,3%	1,2%	1,1%
Afrique	2,8%	2,7%	2,7%	2,7%	2,8%
Amérique	8,1%	8,9%	8,1%	8,5%	10,3%
États-Unis	5,8%	6,7%	5,7%	5,9%	7,5%
Asie	12,3%	12,8%	12,5%	11,1%	10,6%
Chine	2,0%	2,2%	2,4%	1,9%	1,9%
Inde	3,2%	3,2%	2,9%	2,7%	2,2%
Japon	0,8%	1,1%	1,0%	1,0%	1,1%
Australie et Océanie	0,6%	0,6%	0,6%	0,9%	0,6%
Autres	1,4%	0,8%	1,1%	1,4%	1,2%

Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN), concept national.

L'Union européenne (Royaume-Uni non compris) représente la **première destination des exportations belges de biens**, avec une part de 63,8 % en 2019. Celle-ci s'est réduite de 0,4 point de pourcentage en 2019 par rapport à 2018. Il en est de même pour la part des autres pays européens (-0,4 point de pourcentage en 2019) qui s'affaiblit peu à peu. Ainsi, la part du **Royaume-Uni** dans les exportations belges de biens ne cesse de se réduire depuis 2015. La part de l'Asie dans les exportations belges de biens continue également de se réduire en 2019 (-0,5 point de pourcentage par rapport à 2018). En revanche, la part de l'**Amérique** s'est accrue sur la période d'observation (+1,8 point de pourcentage en 2019), principalement grâce aux États-Unis (+1,6 point de pourcentage en 2019). Enfin, la stabilité des exportations par rapport à 2015 est observée dans les relations commerciales avec l'**Afrique** et l'**Australie**. La part des exportations belges destinées à la **Turquie** est restée relativement stable ces dernières années, passant de 1,2 % en 2015 à 1,1 % en 2019.

Graphique 12. Principaux débouchés à l'exportation de biens pour la Belgique en 2019
En milliards d'euros.



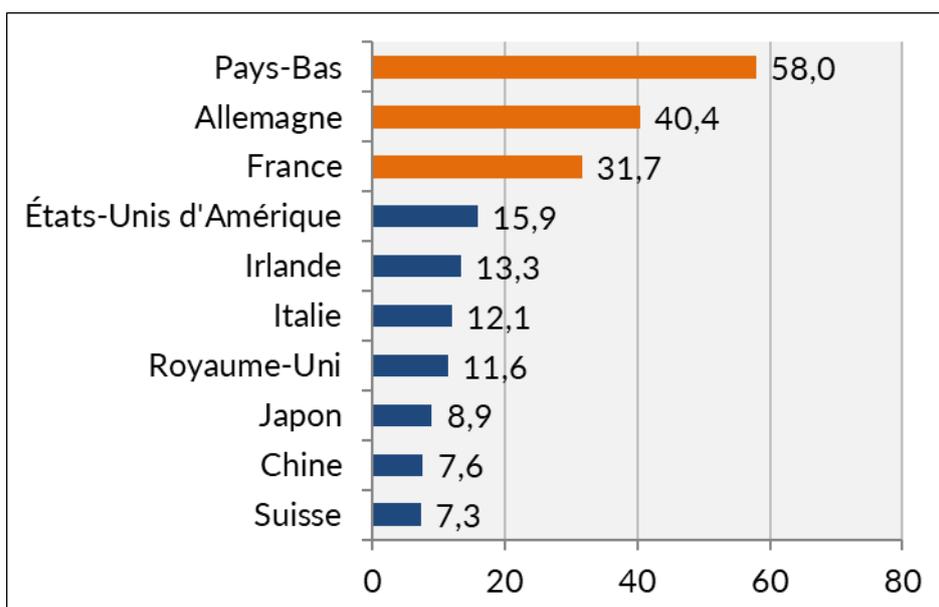
Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN), concept national.

En 2019, l'**Allemagne** constitue le premier partenaire commercial de la Belgique en matière d'exportations de biens, avec 49 milliards d'euros, suivie de la **France** avec 38,1 milliards d'euros et des **Pays-Bas** avec 32,3 milliards d'euros. Ensemble, ces trois pays ont accueilli 43 % des exportations belges de biens.

Le **Royaume-Uni** arrive à la 5^e place du classement avec approximativement 16,7 milliards d'euros de biens belges exportés vers ce pays, soit 6 % des exportations belges totales.

La **Turquie** constitue le 15^e débouché à l'exportation pour la Belgique en 2019, avec près de 3,2 milliards d'euros de biens exportés vers celle-ci.

Graphique 13. Principaux partenaires à l'importation de biens pour la Belgique en 2019
En milliards d'euros.



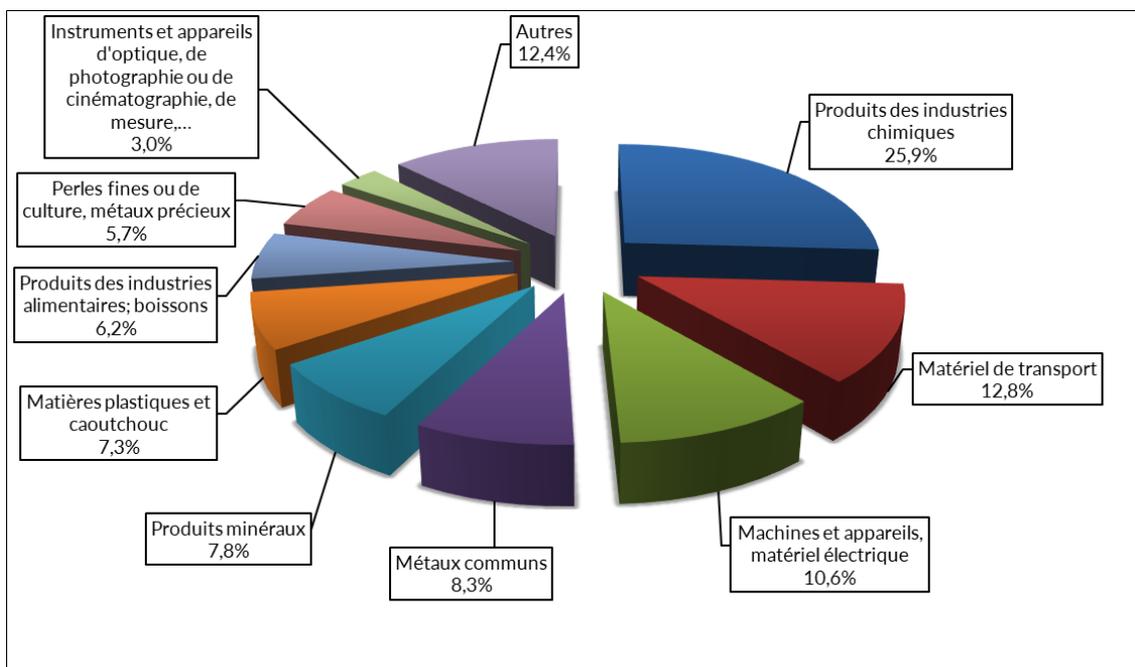
Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN), concept national.

En 2019, les trois principaux partenaires commerciaux de la Belgique pour ses importations de biens sont identiques à ceux de ses exportations bien que leur ordre diffère. Ainsi, les **Pays-Bas** sont le premier fournisseur du marché belge, comptant pour 58 milliards d'euros, suivis par l'**Allemagne** avec 40,4 milliards d'euros et la **France** avec 31,7 milliards d'euros. Ensemble, ces trois pays ont totalisé 45,9 % des importations belges de biens.

Avec une place de perdue par rapport à 2018, le **Royaume-Uni** se trouve toujours dans le top 10 (7^e position) des partenaires commerciaux de la Belgique pour ses importations de biens (il était encore à la 5^e position en 2017). Le Royaume-Uni a fourni des biens à la Belgique pour un montant de 11,6 milliards d'euros en 2019, soit 4,1 % des importations belges de biens.

La **Turquie** arrive à la 17^e place des fournisseurs du marché belge en matière d'importations. La Belgique a en effet importé des biens en provenance de la Turquie pour près de 2,7 milliards d'euros en 2019.

Graphique 14. Ventilation par secteur des exportations belges de biens en 2019



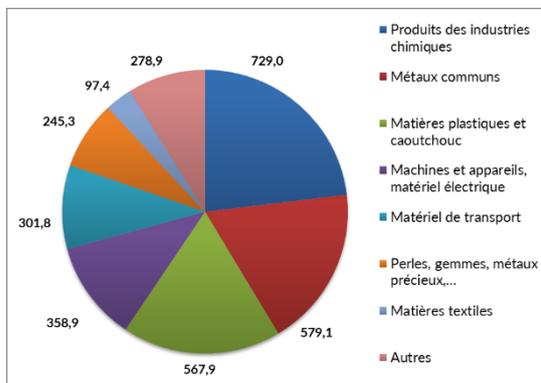
Source : Institut des Comptes Nationaux (ICN), concept national.

En 2019, quatre secteurs ont principalement dominé les exportations belges de biens. Il s'agit des **produits chimiques** (25,9 % ; 72 milliards d'euros), des **véhicules et matériel de transport** (12,8 % ; 35,5 milliards d'euros), des **machines et appareils, matériel électrique** (10,6 % ; 29,5 milliards d'euros) et des **métaux communs** (8,3 % ; 23 milliards d'euros). Ensemble, ces quatre secteurs ont représenté plus de la moitié des exportations belges totales de biens (57,6 %).

Focus : flux commerciaux de biens entre la Belgique et la Turquie en 2019

Graphique 15. Exportations de biens vers la Turquie en 2019

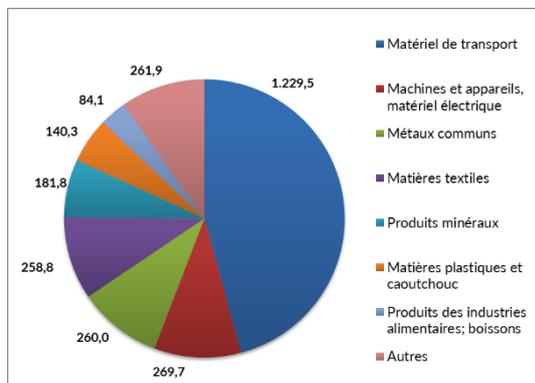
En millions d'euros.



Source : BNB (concept national).

Graphique 16. Importations de biens en provenance de la Turquie en 2019

En millions d'euros.



Source : BNB (concept national).

Les **produits chimiques** ont été, en valeur, les principaux produits exportés par la Belgique vers la Turquie en 2019, pour un montant de 729 millions d'euros, soit 23,1 % des exportations totales à destination de la Turquie.

Les produits les plus importés par la Belgique en provenance de la Turquie en 2019 sont constitués de **matériel de transport**, comptant pour près de 1,2 milliard d'euros, soit 45,8 % des importations totales belges en provenance de la Turquie pour cette année.

Les exportations de **métaux communs** occupent la deuxième place dans le classement des exportations belges à destination de la Turquie, suivis de près par les **matières plastiques et caoutchouc**, comptant respectivement pour 579,1 et 567,9 millions d'euros, soit 18,3 % et 18 % des exportations belges destinées à la Turquie.

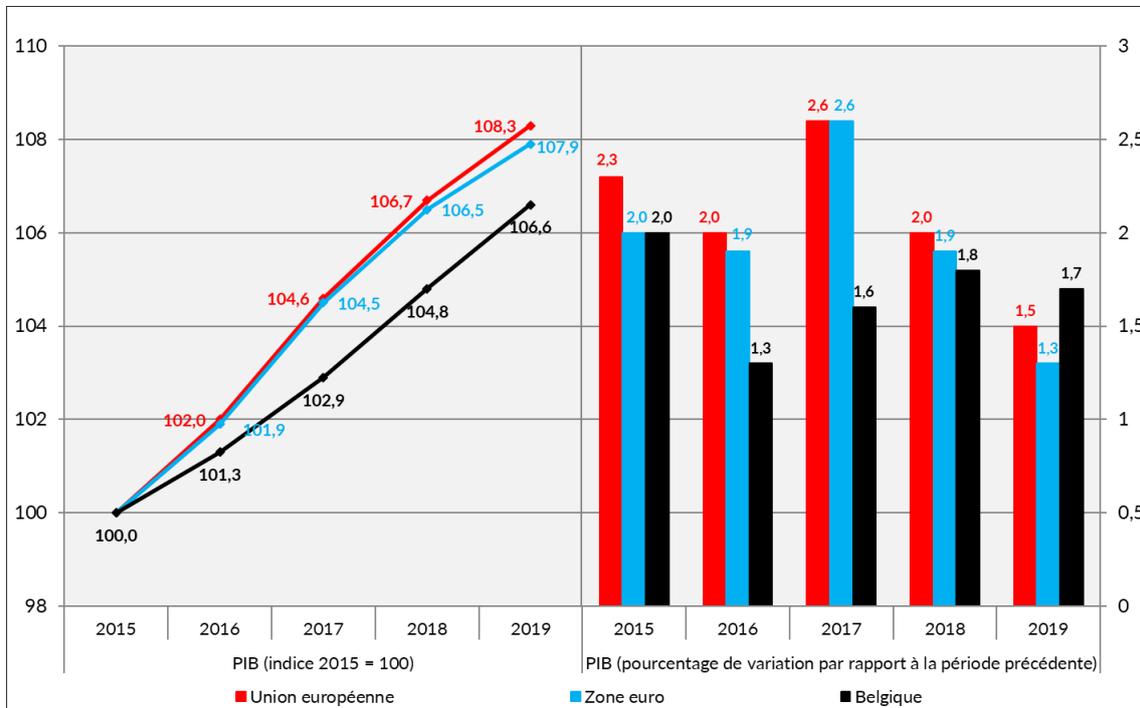
Les **machines et appareils électriques** arrivent en deuxième position en matière de produits les plus importés par la Belgique en provenance de la Turquie en 2019, avec 269,7 millions d'euros, soit 10 % des importations belges totales en provenance de ce pays.

Ensemble, les exportations de **produits chimiques**, de **métaux communs** et de **plastiques et caoutchouc** représentent plus de la moitié des exportations belges à destination de la Turquie en 2019 (59,4 %).

Enfin, les importations de ces deux catégories de produits (**matériel de transport et machines et appareils électriques**) ont représenté plus de la moitié des importations belges en provenance de la Turquie en 2019 (55,8 %).

4. La position de la Belgique comparée à l'Union européenne

Graphique 17. PIB en Belgique, dans l'Union européenne et dans la zone euro



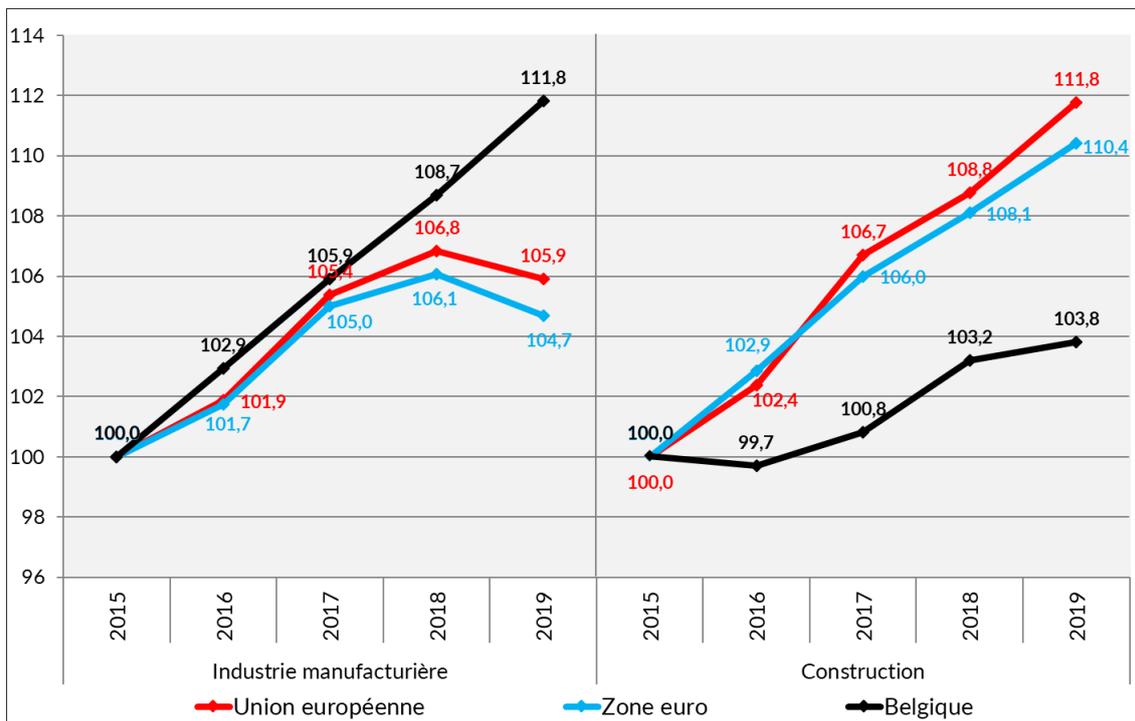
Source : Eurostat.

Entre 2015 et 2018, le PIB a crû à un rythme plus lent en Belgique que dans l'Union européenne et la zone euro.

En 2019, la progression du PIB a ralenti dans les trois régions analysées. Par ailleurs, la croissance économique belge était supérieure à celles de la zone euro et de l'Union européenne et atteignait 1,7 %.

Enfin, en 2019, le PIB a atteint 476,2 milliards d'euros pour la Belgique, 11.935,4 milliards d'euros pour la zone euro et 16.486,3 milliards d'euros pour l'Union européenne.

Graphique 18. Indice de production dans l'industrie manufacturière et la construction
Indice 2015 = 100.

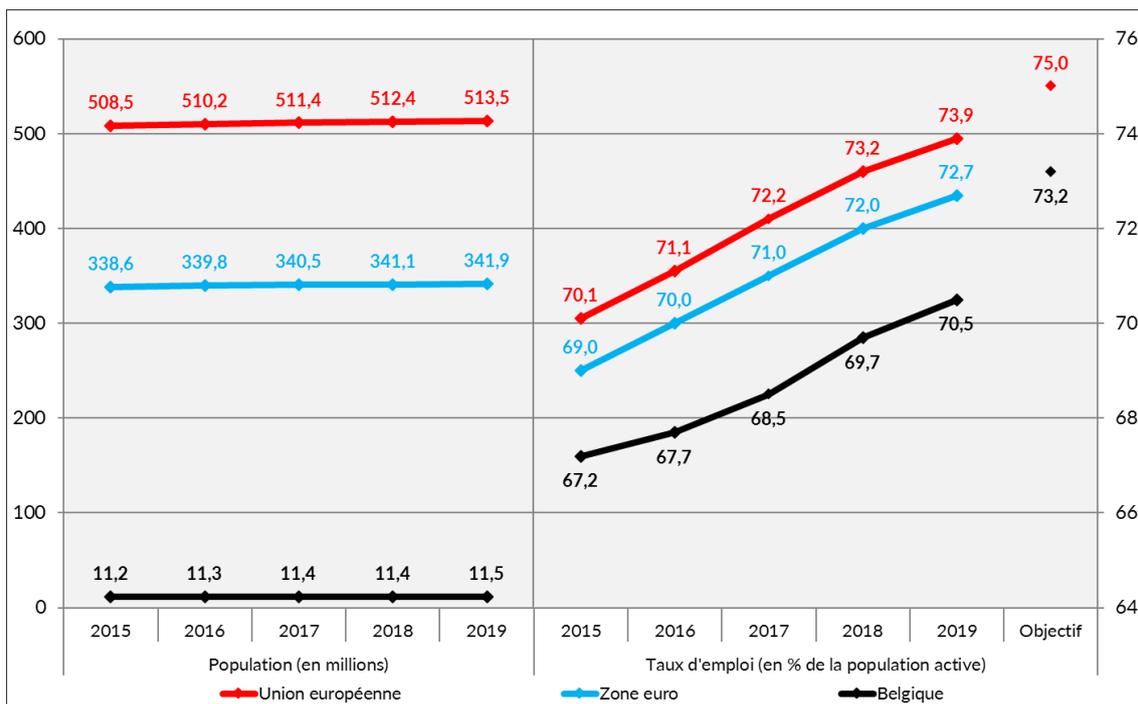


Source : Eurostat.

La tendance haussière de la **production dans l'industrie manufacturière** se poursuit en Belgique en 2019. En revanche, dans les deux autres zones, l'industrie manufacturière a observé un repli de sa production en 2019, après avoir déjà connu un ralentissement en 2018.

En Belgique, la **production dans le secteur de la construction** s'oriente à la hausse en 2019 pour la troisième année consécutive, après une tendance baissière observée jusqu'en 2016. La production du secteur de la construction continue de croître de façon plus dynamique pour les deux autres zones.

Graphique 19. Population et taux d'emploi

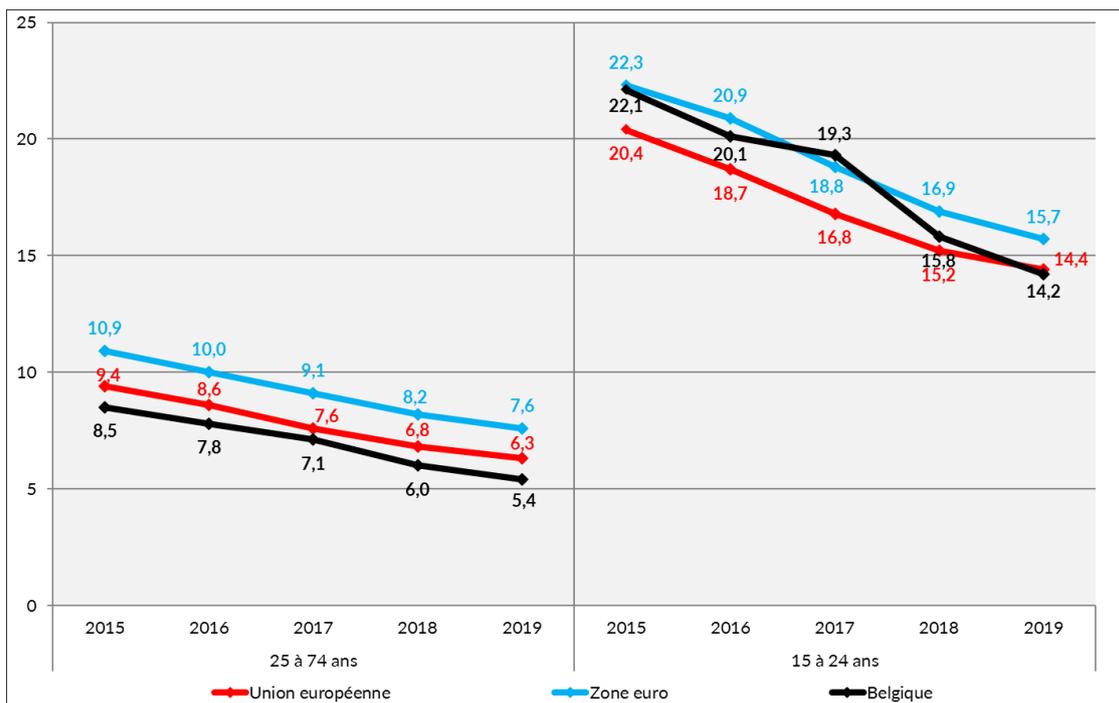


Source : Eurostat.

Avec 11,5 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2019, la **population** belge représente 3,4 % de la population de la zone euro (341,9 millions d'habitants) et 2,2 % de celle de l'Union européenne (513,5 millions d'habitants).

Avec un **taux d'emploi** de 70,5 % en 2019, la Belgique reste en dessous des taux moyens enregistrés dans la zone euro (72,7 %) et dans l'Union européenne (73,9 %). Elle se trouve également encore loin de son objectif fixé pour 2020 dans le cadre de la stratégie Europe 2020 (73,2 %).

Graphique 20. Taux de chômage

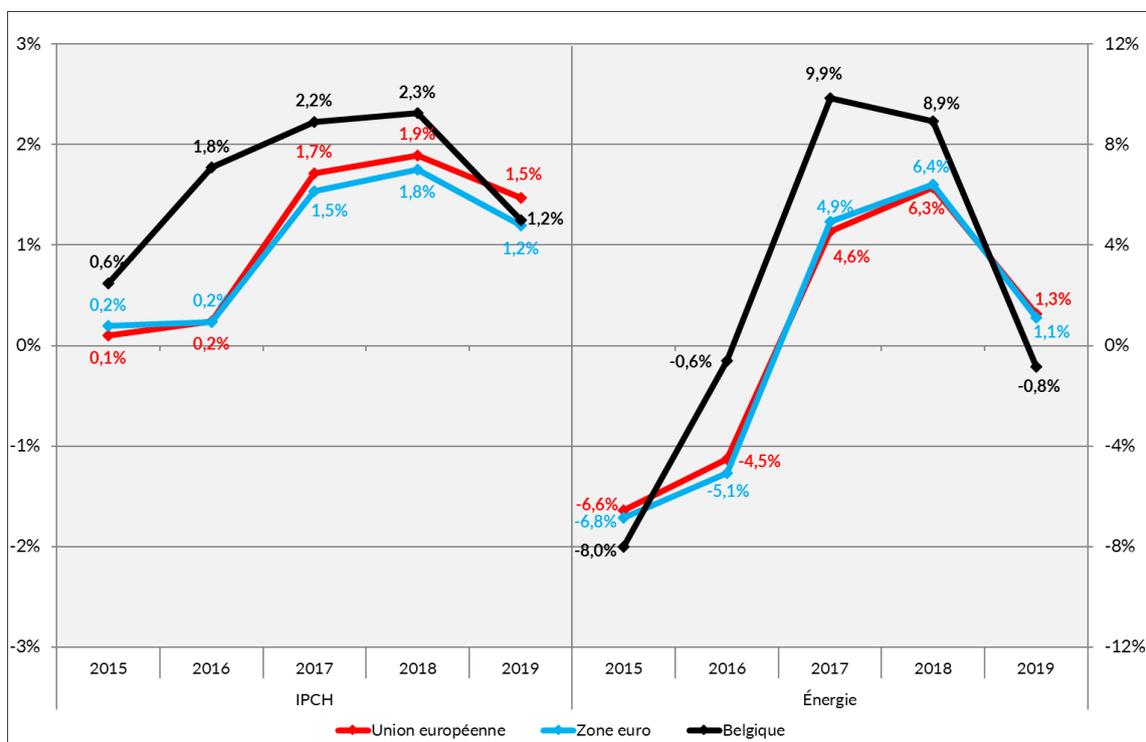


Source : Eurostat.

En 2019, le **taux de chômage des 25-74 ans** a continué de reculer en Belgique et a atteint son plus bas niveau sur la période d'observation. Ceci est également vrai pour la zone euro et pour l'Union européenne, mais le déclin a été légèrement plus prononcé en Belgique et en zone euro que dans l'Union européenne. Comparativement à 2018, le taux de chômage s'est réduit respectivement de 0,6 point de pourcentage en Belgique et dans la zone européenne, contre 0,5 point de pourcentage dans l'Union européenne.

La tendance baissière concernant le **taux de chômage des jeunes (15-24 ans)**, initiée en 2014, s'est également poursuivie en 2019. Ainsi, le taux de chômage des jeunes est en recul de 1,6 point de pourcentage en Belgique par rapport à 2018, contre un recul de 1,2 point de pourcentage pour la zone euro et de 0,8 point de pourcentage pour l'Union européenne. Depuis plusieurs années, le taux de chômage chez les jeunes en Belgique est inférieur à celui de la zone euro, exception faite de 2017, mais supérieur à celui de l'Union européenne. Toutefois, en 2019 il passe pour la première fois également en dessous de celui de l'Union européenne.

Graphique 21. Inflation



Source : Eurostat.

L'**inflation** a ralenti à la fois en Belgique, en zone euro et dans l'Union européenne en 2019. Contrairement aux années précédentes, l'inflation se trouve moins élevée en Belgique que dans l'Union européenne dans son ensemble.

Si, en 2019, la croissance des **prix de l'énergie** a ralenti de manière significative dans l'Union européenne et en zone euro, les prix de l'énergie ont même reculé en Belgique. Cette dernière a donc connu une inflation de l'énergie négative en 2019.

5. Prévisions macro-économiques

Tableau 3. Prévisions de croissance du PIB dans l'environnement international

En %.

Environnement international	2018	2019	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)
Monde	3,5	2,8	-3,5	5,5	4,2
États-Unis	3,0	2,2	-3,4	5,1	2,5
Chine	6,7	6,0	2,3	8,1	5,6
Zone euro	1,8	1,3	-7,2	4,2	3,6
Allemagne	1,3	0,6	-5,4	3,5	3,1
France	1,8	1,5	-9,0	5,5	4,1
Pays-Bas	2,4	1,7	-4,1	3,0	2,9
Royaume-Uni	1,3	1,4	-10,0	4,5	5,0
Turquie	3,0	0,9	1,2	6,0	3,5

(e) = estimation.

Source : FMI ([Perspectives de l'économie mondiale](#), janvier 2021).

Tableau 4. Prévisions de croissance économique en Belgique

En %, sauf indication contraire.

Belgique	2018	2019	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)
PIB	1,8	1,7	-6,2	4,1	3,1
Dépenses de consommation finale des ménages et ISBL	1,9	1,5	-7,7	6,1	3,1
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	1,2	1,7	1,4	4,2	1,3
Formation brute de capital fixe	3,4	3,4	-9,0	3,3	4,6
<i>Exportations nettes (biens et services) (contribution à la croissance, en p.p.)</i>	-0,5	0,2	-0,8	-0,2	0,1
Inflation totale (IPC)	2,1	1,4	0,7	1,3	1,6

(e) = estimation.

Source : BfP ([Perspectives économiques 2020-2025](#)⁸, octobre 2020 et [Budget économique](#), février 2021).

⁸ Utilisées pour l'année 2022.